

Belgium-Brussels: Paper stationery and other items**OJ S 28/2016 10/02/2016****Contract notice****Supplies****Directive 2004/18/EC****Section I: Contracting authority**

I.1. Name and addresses

Official name: CF_MCF_SG_direction du support logistique

Postal address: Boulevard Léopold II 44

Town: Bruxelles

Postal code: 1080

Country: Belgium

Contact person: d'Haeyer Vanessa

For the attention of: Otten Nadine, directrice FF

E-mail: vanessa.dhaeyer@cfwb.be

Telephone: +32 24133278

Internet address(es):Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=408607**Additional information can be obtained from:**

Official name: Ministère de la Communauté française

Postal address: Boulevard Léopold II 44

Town: Bruxelles

Postal code: 1080

Country: Belgium

Contact person: DSL — Service d'appui

For the attention of: Vanessa d'Haeyer

E-mail: vanessa.dhaeyer@cfwb.be

Telephone: +32 24132183

Internet address: www.cfwb.be**Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:**

Official name: Ministère de la Communauté française

Postal address: Boulevard Léopold II 44

Town: Bruxelles

Postal code: 1080

Country: Belgium

Contact person: DSL — Service d'appui

For the attention of: Vanessa d'Haeyer

E-mail: vanessa.dhaeyer@cfwb.be

Telephone: +32 24132183

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: Ministère de la Communauté française

Postal address: Boulevard Léopold II 44

Town: Bruxelles

Postal code: 1080

Country: Belgium

Contact person: DSL — Service d'appui
For the attention of: Vanessa d'Haeyer
E-mail: vanessa.dhaeyer@cfwb.be
Telephone: +32 24132183
Internet address: www.cfwb.be

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

General public services

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Marché de fournitures portant sur la livraison de feuilles de papier à copier de différents formats et grammages destinées aux services du Ministère de la Communauté française.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: Bruxelles et Wallonie.

NUTS code BE Belgique / België

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent marché est divisé en 20 postes : _ poste 1: 80 gr — A4 — blanc: 87.665.000 feuilles_ poste 2: 80 gr — A4 — pastel: 3.689.000 feuilles_ poste 3: 80 gr — A4 — blanc pour copieur couleur: 2.600.000 feuilles_ poste 4: 80 gr — A3 — blanc pour copieur couleur: 1.401.600 feuilles_ poste 5: 80 gr — A3 — pastel: 225.000 feuilles_ poste 6: 80 gr — A3 — blanc pour offset: 3.000.000 feuilles_ poste 7: 120 gr — A4 — blanc: 9.500 feuilles_ poste 8: 120 gr — A3 — blanc: 3.000 feuilles_ poste 9: 120 gr — SRA3 — blanc pour copieur couleur: 540.000 feuilles_ poste 10: 160 gr — A4 — blanc: 151.000 feuilles_ poste 11: 160 gr — A4 — blanc pour copieur couleur: 200.000 feuilles_ poste 12: 160 gr — A4 — pastel: 514.500 feuilles_ poste 13: 160 gr — A3 — blanc: 50.000 feuilles_ poste 14: 160 gr — A3 — blanc pour copieur couleur: 250.000 feuilles_ poste 15: 160 gr — A3 — pastel: 280.000 feuilles_ poste 16: 160 gr — SRA3 — pastel: 500.000 feuilles_ poste 17: 200 gr — SRA3 — blanc pour copieur couleur: 250.000 feuilles_ poste 18: 210 gr — SRA3 — blanc pour copieur couleur: 150.000 feuilles_ poste 19: 210 gr — SRA3 — pastel: 150.000 feuilles_ poste 20: 250 gr — A4 — blanc pour copieur couleur: 300.000 feuilles.

II.1.6. CPV code(s)

30199000 Paper stationery and other items

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Le montant du cautionnement est fixé à 5 % du montant initial sur 24 mois du marché HTVA.
Le cautionnement sera constitué auprès de la Caisse des dépôts et consignation ou auprès de tout autre organisme public remplissant une fonction similaire.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: L'article 61, §1er de l'arrêté royal du 15.7.2011 est applicable de plein droit à la présente procédure. Par le seul fait de déposer une offre, le soumissionnaire atteste ne pas se trouver dans l'une des situations d'exclusion décrites à l'article 61, §1er de l'arrêté royal du 15.7.2011, à savoir ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour: 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal; 2) corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal; 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002; 4) blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dans tous les cas, le soumissionnaire devra communiquer l'extrait du casier judiciaire dans les 3 jours ouvrables

suivant la demande du pouvoir adjudicateur. (Annexe 1) Par ailleurs, par le seul fait de déposer une offre, le soumissionnaire atteste ne pas se trouver dans l'une des situations d'exclusion décrites à l'article 61, §2 de l'arrêté royal du 15.7.2011. Le soumissionnaire atteste donc :- être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale. Pour être en règle, le soumissionnaire doit avoir transmis à l'Office national de Sécurité sociale toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres ET n'avoir pas, pour ces déclarations, une dette en cotisations supérieure à 3 000 EUR, ou avoir obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement. Toutefois, même si la dette en cotisations est supérieure à 3 000 EUR, le soumissionnaire sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision d'attribuer le marché, qu'il possède, à la fin de l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 15.6.2006 ou d'une entreprise publique au sens de l'article 2, 2°, de la loi précitée, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3 000 EUR près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations ; - être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi. Est en règle, le soumissionnaire qui n'a pas, pour ces obligations, une dette supérieure à 3 000 EUR, à moins à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement. Toutefois, même si la dette fiscale est supérieure à 3 000 EUR, le soumissionnaire sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélection ou d'attribution du marché, selon le cas, qu'il possède, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 15.6.2006, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 3 000 EUR près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de ses dettes fiscales.- ne pas être en état ou en cours de procédure de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; - ne pas avoir fait aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ; - ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ; - ne pas s'être rendu gravement coupable de fausses déclarations dans le cadre de la présente procédure. Conformément au prescrit de l'article 60, §1er de l'arrêté royal du 15.7.2011, le pouvoir adjudicateur s'enquiert, via l'utilisation de l'application Digiflow, de la situation du soumissionnaire afin de vérifier s'il est en règle par rapport aux obligations relatives au paiement, d'une part, de ses cotisations de sécurité sociale et, d'autre part, des ses impôts et taxes selon la législation belge et vérifie s'il n'a pas fait aveu, est en cours ou en état de faillite ou procédure analogue.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Une déclaration concernant le chiffre d'affaires relatif à la livraison de papiers uniquement, pour au maximum les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du candidat ou soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required: Le chiffre d'affaire annuel doit atteindre au minimum 250.000 EUR HTVA pour les 3 derniers exercices.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La liste des principales livraisons pour au minimum les quantités estimées renseignées par poste, par an et par destinataire exécutées par l'entreprise au cours des 3 dernières années (2013, 2014 et 2015), indiquant, par année, la quantité fournie en milliers de feuilles et leurs destinataires publics ou privés. la description de l'équipement technique et des mesures employées par le soumissionnaire pour s'assurer de la qualité de la livraison des fournitures dans les différentes implantations renseignées.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Le soumissionnaire fournira au minimum une livraison par an.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

SG/DSL/AOE/Papier/12-2015

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 28.3.2016 - 16:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

29.3.2016 - 10:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 29.3.2016 - 10:00

Place:

Ministère de la Communauté française, Boulevard Léopold II 44 a 1080 Bruxelles. Salles
1B123 «Marcel Broodthaers»

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des
offres est publique.

Section VI: Complementary information**VI.1. Information about recurrence**

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Conseil d'État

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure**VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained**

Official name: CF_MCF_SG_Direction du support logistique

Postal address: Boulevard Léopold II 44

Town: Bruxelles

Postal code: 1080

Country: Belgium

E-mail: vanessa.dhaeyer@cfwb.be

Telephone: +32 24133278

Internet address: www.cfwb.be

VI.5. Date of dispatch of this notice

5.2.2016